



Rat der
Eidgenössischen
Technischen
Hochschulen
ETH-Rat

Conseil des
écoles
polytechniques
fédérales
CEPF

Consiglio
dei
politecnici
federali
CPF

Cussegl da las
scolas
politecnicas
federalas
CSPF

Board of the
Swiss Federal
Institutes of
Technology
ETH Board

Monsieur
Mauro dell'Ambrogio, secrétaire d'Etat
Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche
et à l'innovation (SEFRI)
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Par e-mail: magda.spycher@sbfi.admin.ch

Zurich, le 26 août 2015

Prise de position du Domaine des EPF sur la consultation relative au projet de Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (LASEI)

Monsieur le secrétaire d'Etat,

Le présent courrier se réfère à la procédure de consultation relative au projet de Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (LASEI). Vous remerciant de nous avoir consultés à ce sujet, je vous transmets dès lors la prise de position consolidée du Domaine des EPF.

Les institutions du Domaine des EPF ont salué le projet de texte concernant la LASEI, et notamment la transformation de l'actuelle Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) en un établissement fédéral de droit public doté de la personnalité juridique. La future Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse) jouira ainsi d'une plus grande autonomie vis-à-vis de l'administration fédérale, semblable à celle dont bénéficie le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), ce que les institutions du Domaine des EPF jugent positif.

Lors de notre consultation interne, elles ont néanmoins soulevé certaines remarques concernant essentiellement l'organisation et le fonctionnement futurs d'Innosuisse, notamment:

- **la restitution des fonds à Innosuisse par les partenaires chargés de la mise en valeur en cas d'exploitation commerciale et la participation aux bénéfices** (art. 21, let. g, et art. 22), qui sont difficilement applicables dans la pratique et contraires au mandat d'Innosuisse et qui doivent par conséquent être supprimés du texte de loi;
- **la définition des compétences décisionnelles entre la direction d'Innosuisse et le conseil de l'innovation** en matière d'encouragement (art. 7, al. 2, let. b et c, et art. 8, al. 1), qui doit être clarifiée plus en détail;
- **l'organisation du conseil de l'innovation** (art. 8, al. 2 et al. 9), **qui prévoit désormais la possibilité de recourir à un pool d'experts externes**, est jugée trop complexe par rapport à la situation actuelle.

La position du Domaine des EPF concernant ces aspects, ainsi que d'autres, est présentée en détail ci-après.



Les articles sur la restitution en cas d'exploitation commerciale et la participation aux bénéfices (art. 21, let. g, et art. 22) doivent être supprimés

La lettre g de l'art. 21 et l'art. 22 donnent à Innosuisse la possibilité, en cas d'exploitation commerciale, de demander aux partenaires chargés de la mise en valeur (*ces derniers ne sont explicitement cités que dans la version allemande*) la restitution des fonds qu'elle a octroyés en fonction des gains réalisés ainsi qu'une participation aux bénéfices qu'ils ont enregistrés. L'art. 22 de la LASEI renvoie implicitement à l'art. 39 de la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), lequel accorde le droit au remboursement des fonds aux seules institutions chargées d'encourager la recherche (LERI, art. 4, let. a). Il s'agit du FNS, qui n'en fait néanmoins pas usage, et des Académies suisses des sciences.

Toujours d'après la LERI (art. 19, al. 1), ce sont toutefois les partenaires chargés de la recherche (LERI, art. 4, let c, et art. 5) qui reçoivent les contributions de la Confédération et non pas les partenaires commerciaux publics ou privés chargés de l'exploitation et de la mise en valeur des résultats de recherche. C'est pourquoi il est inapproprié d'exiger la restitution de contributions fédérales de la part d'instances qui ne les reçoivent pas directement. De plus, pareil scénario serait difficilement réalisable dans la pratique étant donné la difficulté d'estimer la part de gain réalisée grâce aux contributions reçues.

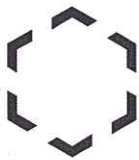
Il faut par ailleurs relever que les partenaires des hautes écoles investissent des fonds propres pour un montant quasi équivalent à celui des contributions d'encouragement allouées par la Confédération en prenant en charge les coûts non couverts générés par les projets. A l'instar des partenaires chargés de la mise en œuvre, les partenaires des hautes écoles apportent aux projets encouragés un précieux savoir-faire constitué sur le long terme, des compétences scientifiques, des équipements et des infrastructures. Bien souvent, ils élaborent dans le cadre d'un projet des résultats pouvant être brevetés, sans pour autant exiger systématiquement la restitution des fonds en cas d'exploitation commerciale.

Sur la base des arguments énoncés ci-dessus, **les institutions du Domaine des EPF considèrent qu'il faut supprimer la let. g de l'art. 21 et l'art. 22** du texte de loi.

Ces articles doivent être supprimés du moins tant que les modalités du versement des contributions fédérales aux partenaires de projets entièrement subventionnés ainsi que celles de l'éventuelle obligation de restitution des fonds pour les projets de recherche encouragés ne sont pas expliquées, et tant que la terminologie choisie n'a pas été clarifiée.

Si la disposition relative à la restitution des fonds n'est pas supprimée, il faudra tout du moins tâcher d'éviter qu'elle n'implique des prélèvements supplémentaires pour les partenaires chargés de la mise en œuvre, en octroyant par exemple à ceux-ci la possibilité de déduire les versements effectués en faveur des partenaires chargés de la recherche pour la propriété intellectuelle ou la possession des droits sur les résultats de la recherche financés grâce aux contributions de la Confédération (art. 27, al. 2, let. a, LERI, art. 21, let. f). Introduire les requêtes de restitution prévues à la let. g de l'art. 21 et à l'art. 22 sans prévoir la possibilité de déduire de tels versements reviendrait à une double imposition et rendrait les projets d'innovation inattrayants. Pareille situation pénaliserait la capacité d'innovation de la Suisse et irait à l'encontre du mandat d'Innosuisse.

Les aspects mentionnés ci-dessus ainsi que la nature même d'Innosuisse dépendront de manière significative de l'Ordonnance sur les contributions citée par la LASEI à l'art. 21. C'est pourquoi nous demandons que ces questions soient abordées comme il se doit au moment de l'élaboration de ladite ordonnance et que suffisamment de temps soit accordé lors de la consultation des offices.



La définition des compétences décisionnelles entre la direction et le conseil de l'innovation doit être clarifiée davantage (art. 7, al. 2, let. b et c, et art. 8, al. 1)

Les institutions du Domaine des EPF sont d'avis qu'il faudrait clarifier davantage les compétences décisionnelles entre la direction (art. 7, al. 2, let. b et c) et le conseil de l'innovation (art. 8, al. 1), tout particulièrement en matière d'encouragement.

En vertu de l'art. 8, al. 1, c'est le conseil de l'innovation, en tant qu'organe scientifique, qui prend les décisions d'encouragement d'Innosuisse, tandis que la direction, en tant qu'organe opérationnel (art. 7, al. 1), évalue les demandes présentées selon l'art. 7, al. 2, let. c. A ce propos, l'art. 3, al. 4, reste générique et ne permet pas de faire immédiatement la distinction entre les compétences décisionnelles en matière d'encouragement, qui incombent à la direction, et celles du conseil de l'innovation. C'est pourquoi le renvoi à cet alinéa prévu à l'art. 7, al. 2, let. b, et cité à l'art. 8, al. 1, n'est pas exhaustif. Pour clarifier la répartition des compétences entre la direction et le conseil de l'innovation, l'art. 8, al. 1, doit plutôt faire référence à l'art. 7, al. 2, let. c, et être modifié comme suit:

Art. 8, al. 1: «En sa qualité d'organe scientifique, le conseil de l'innovation prend les décisions d'encouragement d'Innosuisse, ~~sous réserve de l'art. 7, al. 2, let. b~~ en tenant compte des bases de décision en vertu de l'art. 7, al. 2, let. c.»

L'organisation du conseil de l'innovation doit être précisée et simplifiée (art. 8, al. 2 et al. 9)

Les institutions du Domaine des EPF saluent le fait que la version de la LASEI en consultation octroie un grand poids à la notification des liens d'intérêt (*à corriger dans la version française*) de la part des membres pressentis du conseil d'administration (art. 6, al. 2) et de la part de ceux du conseil de l'innovation (art. 8, al. 3 et art. 8, al. 9) ainsi que, pour ces derniers, l'obligation de communication au conseil d'administration de la survenance d'un changement de leurs liens d'intérêt (art. 8, al. 6). Les institutions perçoivent ces mesures comme un moyen de favoriser la transparence concernant les liens d'intérêt des décideurs, ce qui contribue également à améliorer la confiance que l'on peut avoir dans l'indépendance de leurs décisions.

Cela nonobstant, les institutions du Domaine des EPF jugent l'organisation du conseil de l'innovation (art. 8) trop complexe et pas nécessairement plus économique par rapport à l'organisation actuelle, qui a fait ses preuves et fonctionne bien. Elles critiquent plus particulièrement la création de deux catégories d'experts, l'une siégeant au conseil de l'innovation (art. 8, al. 2), l'autre pas (art. 8, al. 9). Cette division en deux «classes» constitue un construit artificiel qui ne répond pas à des besoins scientifiques spécifiques, mais à des exigences financières. Dans ce cas, le projet de loi devrait explicitement prévoir un nombre d'experts externes adapté au nombre de requêtes à traiter, ce qui permettrait de réduire les coûts comme la loi le laisse entendre.

Pour garantir une composition équilibrée du conseil de l'innovation compte tenu des exigences scientifiques, la loi et le Rapport explicatif devraient prévoir explicitement une répartition tenant également compte des priorités en matière de recherche et d'innovation (domaines d'encouragement) et non des seuls aspects de la langue et du genre comme l'indique le Rapport explicatif (p. 17).

Autres aspects à considérer

Outre les points centraux qui viennent d'être développés, les institutions du Domaine des EPF en ont retenu d'autres concernant la loi relative à Innosuisse et les modifications pour la LERI dont il convient de tenir compte. Les propositions concrètes de modification d'articles sont présentées par ordre numérique croissant ci-après.



L'encouragement de la relève doit être précisé dans la LASEI (art. 3, al. 2)

L'introduction de bourses pour étudiants qualifiés est l'un des aspects qui différencie les activités de l'actuelle CTI de celles qu'accomplira Innosuisse pour l'encouragement de l'innovation. Or l'encouragement de la relève n'apparaît pas explicitement dans l'art. 3, al. 2, de la LASEI, mais il figure uniquement dans la proposition de modification de la LERI à l'art. 18, al. 2, let. d, et à l'art. 22. Nos institutions souhaitent que cette nouvelle catégorie d'encouragement dont disposera Innosuisse soit explicitement citée dans la LASEI et non pas dans la LERI.

Le niveau des réserves doit être augmenté (art. 17, al. 1)

La LASEI vise en premier lieu à mettre en place une agence – Innosuisse – disposant d'une plus grande souplesse et d'une plus grande indépendance que l'actuelle CTI en ce qui concerne le financement de projets de qualité. A ce propos, les institutions du Domaine des EPF considèrent comme insuffisante la limite de 10% du budget annuel prévue par la loi pour constituer des réserves, ce qui ne garantit pas à Innosuisse l'autonomie souhaitée pour effectuer le choix de projets méritants. Les institutions du Domaine des EPF saluent néanmoins le fait que l'affectation des moyens octroyés aux réserves ait été clarifiée dans le Rapport explicatif (p. 20).

Les questions relatives à la propriété intellectuelle et aux droits d'utilisation sont déjà réglées (art. 21, let. f)

En vertu de l'art. 21, let. f, il est prévu que le conseil d'administration détermine dans l'Ordonnance sur les contributions, «les droits de propriété intellectuelle et les droits d'utilisation pour les projets d'innovation». Les questions concernant la propriété intellectuelle et les droits d'utilisation dans les projets d'innovation sont néanmoins réglées dans l'art. 41 de l'Ordonnance sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (O-LERI), qui prévoit que les partenaires chargés de la recherche et les partenaires chargés de la mise en valeur du projet peuvent signer une convention sur la propriété intellectuelle et l'utilisation des résultats. Cet article fixe en outre quelques principes de base concernant les droits d'utilisation. Au vu des débats que cet article avait suscité lors de la mise en consultation de l'O-LERI, tous les aspects relatifs aux questions de la propriété intellectuelle et des droits d'utilisation doivent être repris tels quels dans la LASEI ou dans l'ordonnance mentionnée à l'art. 21.

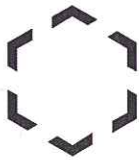
Innosuisse doit être considérée comme une institution chargée d'encourager la recherche (LERI, art. 4)

Nonobstant le nouveau statut d'Innosuisse par rapport à la CTI, la LERI continue de considérer Innosuisse comme un organe de recherche (art. 4, let. b, LERI) plutôt qu'une institution chargée d'encourager la recherche (art. 4, let. a, LERI). Les organes de recherche sont directement intéressés aux contenus des résultats de recherche, ce qui ne concerne pas les institutions chargées d'encourager la recherche. C'est pourquoi les institutions du Domaine des EPF sont d'avis qu'avec la réorganisation d'Innosuisse, y compris les possibilités d'encouragement par des bourses, elle doit être classée en tant qu'institution chargée d'encourager la recherche.

Art. 4 (LERI, modification prévue par la LASEI): «Les organes de recherche au sens de la présente loi sont:

a. les institutions ci-après chargées d'encourager la recherche:

1. le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS),
2. l'association Académies suisses des sciences, comprenant:



...

3. l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse);

b. ~~l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse) au sens de la loi du ...~~
relative à Innosuisse.»

Sur la base de ce qui précède, je vous prie de bien vouloir tenir compte des propositions formulées dans le présent document.

Vous remerciant d'avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette prise de position, je vous adresse, Monsieur le secrétaire d'Etat, mes salutations les plus cordiales.

Fritz Schiesser

Copie à:

- Michael Käppeli, directeur administratif du Conseil des EPF
- Kurt Baltensperger, responsable du service Sciences du Conseil des EPF
- Alex Biscaro, responsable de la communication du Conseil des EPF